



Un coup d'État permanent – L'industrie de la censure et le modèle d'exploitation du capitalisme de guerre numérique (2e partie)

La répression ne surgit pas de nulle part. Derrière la censure et la mise au silence de la dissidence se cachent les forces structurelles d'un capitalisme en crise profonde. Patrick Baab identifie six transformations qui redessinent l'ordre mondial.

Patrick Baab

mar. 09 juin 2026 44 min de lecture

« L'absence d'esprit critique chez les intellectuels » est particulièrement frappante en période de crise capitaliste. Antonio Gramsci écrivait : « Les intellectuels européens [...] ne représentent plus la conscience culturelle et l'autocritique de la classe dominante ; ils sont redevenus des agents directs de la classe dominante [...] »[1] Leur fonction est, en particulier face aux bouleversements du système d'exploitation et aux problèmes de légitimité, « d'organiser l'hégémonie sociale d'un groupe et son pouvoir d'État », surtout « lors de ces moments de crise du commandement et de la direction où le consensus spontané s'effondre ».[2]

La crise endémique du capitalisme

Le problème sous-jacent est la crise endémique du capitalisme. J'entends par là, avant tout, le manque croissant d'investissements qui s'est accumulé au cours des dernières décennies et qui découle du problème de la suraccumulation. Il y a, pour ainsi dire, trop de capital. La suraccumulation signifie que les détenteurs de capital ne trouvent plus d'opportunités d'investissement à long terme pour obtenir les rendements souhaités.[3] Cela conduit à un ralentissement prolongé de l'économie mondiale qui, selon l'analyse de Robert Brenner, est imputable à la tendance à la baisse du taux de profit dans les pays industrialisés développés. Ce phénomène a été largement documenté, en particulier dans le cas des États-Unis et de l'Allemagne. [4] Les investisseurs peuvent contrer la baisse du taux de profit par un certain nombre de mesures : réduire les salaires, rationaliser la production, s'approvisionner en matières premières, composants et stocks moins chers, et conquérir de nouveaux marchés. C'est pourquoi le taux de profit fluctue considérablement. Cependant, aucune reprise structurelle n'est perceptible en termes de tendances à long terme.[5]

Le néolibéralisme des années 1980 a entraîné l'internationalisation et la déréglementation mondiale du système financier. Les marchés financiers étaient le lieu où l'on pouvait encore gagner rapidement de l'argent face à la baisse des taux de profit dans l'industrie. Wall Street et la City de Londres sont devenus de nouveaux centres de pouvoir économique car ils ont acquis une marge de manœuvre considérable par rapport aux États-nations. Sur les marchés financiers, la valeur n'est pas extraite par l'investissement dans les moyens de production et la main-d'œuvre pour générer un profit à partir de la vente de biens, mais plutôt par l'investissement dans des titres financiers dans l'espoir de les revendre plus tard à un prix plus élevé : l'argent est censé générer davantage d'argent, sans production de biens. Dès 2016, le volume des transactions sur les marchés financiers dépassait de plus de cent fois le chiffre d'affaires du secteur des biens et services. Grâce à la création de produits dérivés — c'est-à-dire des titres dérivés et regroupés —, il est possible de parier en bourse sur les fluctuations de prix.[6] Le capitalisme financier a émergé parce que les taux de profit dans l'économie réelle avaient baissé. Aujourd'hui, il est lui-même devenu une cause de crise.

La crise financière de 2008 a déclenché la récession mondiale la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale et, peu après, a conduit à la crise de l'euro, qui reste non résolue à ce jour. Les marchés financiers s'étant largement effondrés, les banques centrales ont ouvert les vannes et inondé le système de liquidités.

Le capitalisme financier et ses bulles

Pendant la crise du COVID-19, la crise s'est propagée à presque tous les segments du marché, y compris le système bancaire parallèle et le système financier dans son ensemble. Une fois de plus, ce sont les banques centrales qui ont empêché une crise de liquidité et ont réagi efficacement à la crise. Mais la crise elle-même n'a pas disparu. Au contraire, les injections monétaires des banques centrales créent une illusion de stabilité dans le système : « Le système financier mondial actuel et le capitalisme des nations industrialisées occidentales », affirme Joscha Wullweber, « ne peuvent plus fonctionner sans les interventions permanentes, hautement non conventionnelles, de grande envergure et, à certains égards, très extrêmes des banques centrales. Si celles-ci devaient mettre fin à ces mesures, le système bancaire, le système financier mondial et les systèmes économiques du monde entier s'effondreraient. »[7]

L'exemple de l'Allemagne : les bases de la financiarisation de l'économie ont été jetées en 2002 lorsque le gouvernement Schröder-Fischer a exonéré les plus-values d'impôt. Cela a permis aux banques de vendre leurs participations industrielles en franchise d'impôt et d'investir le produit de ces ventes dans des titres structurés. Cela a eu deux conséquences : premièrement, les banques allemandes ont été très rapidement emportées par la crise financière de 2008, un sort dont elles auraient pu être en partie épargnées si cette réallocation n'avait pas eu lieu. Deuxièmement, le secteur financier international a pu prendre des participations dans des entreprises allemandes.

La crise financière a marqué un tournant à partir duquel deux changements structurels cruciaux ont commencé à s'imposer dans le système financier : un glissement des créances douteuses vers les obligations d'État et des banques vers le système bancaire parallèle. Selon la Banque des règlements internationaux à Bâle, le sauvetage des banques avec l'argent des contribuables a conduit à une réduction des risques au sein du secteur bancaire, tandis que dans le même temps, le fardeau de la dette des nations a atteint des niveaux jamais vus en temps de paix. Parallèlement, les actifs des fonds ont migré hors des bilans bancaires, alors qu'ils ont augmenté de manière spectaculaire chez les hedge funds, les fonds d'investissement, les fonds de pension, compagnies d'assurance et les investisseurs financiers. Cela accroît les risques, car les investissements dans le système bancaire parallèle sont souvent financés par effet de levier à l'aide de mécanismes dérivés afin d'exploiter de manière optimale les fluctuations de prix tout en réduisant simultanément la charge pesant sur les fonds propres. Cela accroît le risque de ventes précipitées procycliques et peut déstabiliser les conditions de refinancement des gouvernements.[8] En conséquence, le budget de l'Allemagne est également tombé sous la coupe des investisseurs financiers internationaux opérant au sein du système bancaire parallèle largement non réglementé — des investisseurs qui tirent des milliards de la guerre en Ukraine et peuvent faire pression sur tout gouvernement cherchant à rompre avec les bellicistes en déclenchant une vente massive de ses obligations.

Deuxièmement, les investisseurs financiers américains ont pu acquérir des participations dans des entreprises allemandes. Aujourd'hui, seul un tiers environ des actions des 40 entreprises cotées au DAX reste entre des mains allemandes. Les investisseurs nord-américains, en particulier, ont porté leurs participations à plus de 25 %. Dans plus de la moitié des sociétés cotées au DAX, les investisseurs étrangers détiennent la majorité des actions.[9] L'Allemagne n'est plus maîtresse de ses propres affaires ; les décisions sont prises ailleurs. Les fondements économiques sont de plus en plus sous le contrôle des investisseurs financiers américains. C'est là, en fin de compte, le fondement de la dépendance politique également. Cela explique pourquoi le monde des affaires a également accepté la politique de sanctions dévastatrice sans protester publiquement.

Ces sanctions se sont retournées contre nous. En coupant ses liens énergétiques avec la Russie, l'économie allemande est tombée dans une spirale récessive. La compétitivité s'effrite, la désindustrialisation bat son plein, les entreprises ferment ou délocalisent leurs sites de production, et des suppressions d'emplois sont en cours. Ce processus de désindustrialisation a désormais atteint le point de non-retour où il est devenu irréversible. Depuis la crise du COVID-19, plus de 341 000 emplois industriels ont été perdus – soit un emploi sur 17 – et les investissements directs étrangers ont atteint leur plus bas niveau depuis 17 ans en 2025.[10]

Capitalisme numérique : quand le marché devient propriété privée

La transition vers le capitalisme numérique, qui émerge aujourd'hui « des ruines fumantes du néolibéralisme », entraîne des changements radicaux sur les marchés financiers et dans le secteur manufacturier.

Sur les marchés financiers, l'utilisation de l'intelligence artificielle accélère l'activité de négociation, augmentant ainsi les risques. La technologie blockchain donne naissance à de nouvelles plateformes de négociation et de spéculation qui ont jusqu'à présent échappé à la surveillance des pouvoirs publics. Cependant, cela ne conduit pas à la disparition du capitalisme, mais plutôt à la radicalisation de ses mécanismes fondamentaux. Cela accélère la concentration du capital et l'émergence des inégalités sociales.[11] Philipp Staab écrit : « Le capitalisme numérique n'est pas seulement, d'un point de vue systémique, une machine à produire des inégalités sociales, mais aussi, dans un sens plus large, une nouvelle forme de domination sociale. »[12]

Aux États-Unis, il est prévu d'utiliser des stablecoins adossés au dollar pour créer une nouvelle demande de bons du Trésor américain et réduire le risque d'échec des adjudications de dette. En effet, des stablecoins tels que Tether et Circle figurent désormais parmi les 20 principaux détenteurs de bons du Trésor américain. La loi GENIUS de juillet 2025 a discrètement lié les réserves de stablecoins à la demande de bons du Trésor américain. En vertu de cette loi, tout émetteur de stablecoins doit adosser ses monnaies à des actifs sûrs. Selon la définition du département du Trésor américain, il s'agit de bons du Trésor américain. Cela signifie que chaque dollar injecté dans les stablecoins est automatiquement dirigé vers des bons du Trésor américain. Tout investisseur en cryptomonnaies devient ainsi un prêteur forcé du gouvernement américain dès qu'il utilise des stablecoins. Les régulateurs américains ont un accès total à ces investissements, et l'inflation du dollar dévalue également les actifs numériques. [13] Cette nouvelle forme de contrôle renforce la domination du dollar.

La Russie fait référence aux projets américains visant à faire face à son immense dette — environ 40 000 milliards de dollars à la fin mai 2026[14] — en dévaluant le dollar via les stablecoins. L'intention est de remplacer la dette par des stablecoins adossés au dollar, de découpler le stablecoin du dollar, puis de le dévaluer massivement — ce qui revient à tenter de faire payer la dette américaine au reste du monde. Une telle réinitialisation financière permettrait aux États-Unis de réduire le poids de leur dette tout en maintenant la domination du dollar en tant que monnaie de réserve. Il n'est pas encore clair si cela est réellement faisable. [15]

Moscou travaille sur son propre stablecoin adossé au rouble, appelé « A7A5 », qui devrait être lancé sur la blockchain Tron. Cela s'inscrit dans une stratégie visant à réduire la dépendance vis-à-vis des stablecoins adossés au dollar américain tels que le Tether (USDT), que la Russie a utilisés par le passé pour régler des transactions pétrolières avec la Chine et l'Inde.[16]

Dans l'économie réelle numérisée, la création de valeur et la circulation des biens subissent également des changements radicaux. L'accent est désormais mis sur les marchés propriétaires. Leurs principales entreprises sont Google, Apple, Facebook et Amazon — qui sont toutes des monopoles. « Les monopoles traditionnels opèrent sur les marchés », explique Philipp Staab, « mais les principaux acteurs du capitalisme numérique SONT les marchés ».[17] Le marché lui-même est en train d'être privatisé.

Il s'agit là d'une différence fondamentale par rapport à l'idéologie néolibérale, qui met l'accent sur des marchés neutres : les marchés dominants sont détenus par des intérêts privés. Ce qui compte le plus pour eux, c'est la portée, c'est-à-dire la taille de leur base d'utilisateurs. Pour générer cette portée, les services provenant d'autres secteurs d'activité font l'objet de subventions croisées. Les consommateurs sont attirés par des offres apparemment gratuites, mais ils les paient en coulisses en cédant leurs données : si un produit ne coûte rien, c'est que l'utilisateur est le produit. Contrairement aux monopoles traditionnels, le pouvoir du propriétaire du marché — et donc son modèle de profit — se manifeste sous quatre formes de contrôle : premièrement, sur l'information, matière première centrale ; deuxièmement, sur le contrôle discrétionnaire de l'accès ; troisièmement, dans la sélection des services ; et quatrièmement, dans le contrôle des prix — plus précisément, sur les producteurs et les consommateurs.[18]

La matière première clé de ces marchés propriétaires est la donnée utilisateur. La création de valeur repose sur la collecte et l'agrégation de données. Cela affecte à son tour tant les producteurs que les consommateurs. Les données utilisateur sont récoltées tant dans la sphère de la production que dans celle de la consommation. Les utilisateurs et les producteurs pensent qu'ils effectuent des recherches sur le Web avec Google ; mais c'est Google qui les recherche. Cela permet non seulement de surveiller les comportements et les performances, mais aussi d'orienter les comportements de manière prédictive par le biais de la sélection et du classement des résultats de recherche.

Maintenant que le néolibéralisme a déjà largement libéralisé et précarisé les relations de travail, de nouveaux risques et une charge de travail accrue apparaissent : dans l'industrie manufacturière et la vente, la numérisation est utilisée pour rationaliser les opérations et supprimer des emplois. Ainsi, alors que les cascades de données et de profits remontent vers les plateformes, les « cascades de risques » s'écoulent principalement vers le bas.[19] À cela s'ajoute une perte massive d'emplois déclenchée par l'utilisation de l'intelligence artificielle. Selon le rapport « Mercer Global Talent Trends 2026 » du cabinet de conseil Mercer, 63 % des cadres interrogés considèrent l'intelligence artificielle comme une opportunité d'automatiser les processus de travail et d'augmenter les rendements.[20] Dans les cas extrêmes, la concurrence devient autodestructrice : les entreprises utilisent l'intelligence artificielle pour réduire leurs effectifs ; mais les travailleurs sont aussi des consommateurs, et si les revenus perdus ne sont pas remplacés, le pouvoir d'achat s'érode — et avec lui, la demande pour les produits.[21]

L'économie du ressentiment

Du côté des consommateurs, Internet et les réseaux sociaux — Twitter, Facebook, Instagram — permettent une réaction rapide et immédiate. Il est ainsi plus facile pour l'émotion de prendre le pas sur un examen et une réflexion approfondis des enjeux. Les réactions et le traitement rationnels passent au second plan face à la rapidité et à l'émotivité. Wolf-Dieter Narr a observé il y a des années un changement de comportement à long terme.

Il consiste « en un déclin des mécanismes innés de réflexion et de traitement de l'individu » : « Les stimuli et les attentes génèrent des réponses sans que l'individu soit capable de les traiter, de faire des choix ou d'opposer de la résistance. » En conséquence, les critères et les informations permettant de garder le contrôle sont perdus ; l'individu ne peut réduire la complexité de la surcharge d'informations qu'en s'y fiant. Dès 1979, Narr mettait en garde contre « le danger d'une société de

réflexes conditionnés [...] plus précisément : une société d'individus dépourvus de résistance, se noyant dans le borbier de leur subjectivité hors de propos, capables au mieux d'éclats irrationnels ». [22]

Cette prédiction revêt une importance particulière dans la transition du néolibéralisme au capitalisme numérique. Comme l'a souligné Wolfgang Engler : « Dans toutes les sociétés bouleversées par le néolibéralisme, la colère est généralisée. » [23] Elle est dirigée contre les élites au pouvoir, qui ont soumis les salariés à une pression croissante par le biais de coupes dans les prestations sociales, de la privatisation, de la déréglementation et d'un transfert de la responsabilité des aléas de la vie de l'État vers les individus.

Si cette colère reste longtemps refoulée au milieu de la lutte quotidienne pour la survie, l'émotivité et la manipulation des émotions sur les réseaux sociaux deviennent un exutoire pour libérer la frustration refoulée. La couverture médiatique grand public et de nombreux canaux de réseaux sociaux se livrent à cette pratique consistant à canaliser et à orienter une colère subliminale, car elle génère des clics, de la diffusion, des recettes publicitaires et de l'audience.

Pour que la monétisation du ressentiment fonctionne, elle doit stimuler une demande émotionnelle au sein du public. Les producteurs comme les consommateurs en tirent un bénéfice superficiel : les premiers grâce au nombre de clics, les seconds grâce à la satisfaction de leurs pulsions : « Les arguments logiques, dit Heinz Abels, sont impuissants face aux intérêts émotionnels. Même les personnes les plus perspicaces se comportent comme des imbéciles lorsqu'une prise de conscience nécessaire se heurte à une résistance émotionnelle. » [24]

Cela a donné naissance à un nouveau modèle de monétisation des médias. Celui-ci n'est plus principalement basé sur l'information, mais plutôt alimenté par le ressentiment. Il s'agit donc, au fond, de monétiser le ressentiment. Ou, en bref : de générer de la haine comme modèle économique. Cette monétisation du ressentiment s'opère principalement via des plateformes propriétaires. Des services comme Twitter, où la formation de l'opinion se fait presque exclusivement parmi les classes bavardes, alimentent ce processus. La concision de ces plateformes impose l'intensification et la compression des courbes d'excitation émotionnelle.

Joseph Vogl identifie avec précision les dangers qui planent sur l'économie politique du ressentiment : « Ainsi, l'économie du ressentiment alimente le système de concurrence ; elle alimente les marchés de l'opinion et se confond avec des mécanismes d'évaluation automatiques ; elle crée des sphères d'expérience restreintes, multiplie les pseudo-communautés isolées et privilégie les figures d'autorité plébiscitaires ; elle transforme l'angoisse provoquée par les marchés mondiaux, des forces interventionnistes transnationales et des dépendances économiques en formules tangibles de dénonciation, qui peuvent alors s'appliquer aussi bien aux passages de frontières des migrants, aux bureaucrates européens, aux investisseurs avides ou aux conspirateurs du secteur financier. La critique qui fermente dans le ressentiment emprunte toujours une voie « policière » ; elle enquête et soupçonne, et recherche des objets de substitution supposés responsables et concrètement saisissables pour rendre compte de l'efficacité de processus systémiques abstraits. » [25]

Cela fait le jeu des élites au pouvoir, qui savent que la colère qu'elles ont attisée ne doit en aucun cas être dirigée contre elles. C'est pourquoi elles utilisent la propagande pour détourner cette agressivité vers des ennemis intérieurs — tels que les prétendus théoriciens du complot, les partisans de la droite ou les négationnistes du COVID — ou vers des adversaires extérieurs, par exemple en

attisant le sentiment anti-russe et en diabolisant Poutine.[26] L'économie politique du ressentiment favorise la mobilisation de la peur et la politique d'exclusion, que les élites au pouvoir exploitent pour contrôler la société et comme technique de gouvernance.

Ce concept politique inclut l'approche populiste « nous contre eux » et, avec elle, la promotion d'une pensée identitaire, qui repose sur des déclarations d'allégeance plutôt que sur des idées :

« Les débats sur les questions de foi », selon Zygmunt Bauman, « ne visent pas le consensus, mais plutôt à présenter le camp adverse comme désespérément sourd et aveugle aux “faits” et animé par des intentions malveillantes [...] Dans ces circonstances, la recette du succès pour les populistes consiste à maintenir la colère en ébullition constante. »[27] Cette harmonie des cœurs se transforme alors en un chœur de discours haineux.

Six transformations d'un capitalisme moribond

En somme, nous vivons actuellement une crise multiple, une sorte de sclérose en plaques du système capitaliste : une crise de suraccumulation et de la finance, une crise de l'État-nation, une crise de l'éducation, une crise sociale, une crise de la démocratie et une crise de légitimité. « Le système capitaliste », selon Andrej Fursow, « est aujourd'hui confronté à une crise systémique et finale ». [28]

Fursow souligne que le capitalisme est un système expansif qui s'étend, externalisant ainsi la crise et l'exploitation. Pour contrer la baisse du taux de profit, le capital s'approprie les régions périphériques riches en matières premières et en main-d'œuvre bon marché. Avec l'effondrement du bloc socialiste, cependant, ces zones périphériques non capitalistes ont disparu. Le capitalisme englobe désormais le monde entier. Par conséquent, il n'y a plus de possibilités d'expansion. Aujourd'hui, l'intensification du capitalisme est à l'ordre du jour.[29]

C'est pourquoi nous intensifions nos efforts d'utilisation du capital en nous concentrant sur quatre domaines clés :

Premièrement, le capital lance une attaque contre la santé humaine : de plus en plus d'éléments indiquent que le virus SARS-CoV-2 provient d'un laboratoire de Wuhan où des recherches sur les armes biologiques étaient menées pour le compte des États-Unis. [30] Les programmes de vaccination ont versé des milliards dans les caisses des laboratoires pharmaceutiques et des investisseurs financiers et ont servi à habituer la population à l'état d'urgence. La classification du COVID-19 comme pandémie dangereuse ne reposait pas sur une évaluation scientifique mais était motivée par des considérations politiques.[31] Les effets indésirables d'une thérapie génique qui n'a pas été suffisamment testée sont bien documentés, mais n'ont jusqu'à présent eu aucune conséquence politique.[32]

Deuxièmement, il y a une attaque contre la reproduction humaine : Andrei Fursow compte la réduction de la population parmi les projets clés de l'élite : « Il est beaucoup plus facile de contrôler 2 milliards de personnes que 7 ou 8 milliards. Le projet démographique est financé par les mêmes entités qui ont déjà financé, entre autres, le mouvement écologiste. »[33] Lors du Forum économique mondial de 2018, Bill Gates a mis en avant les risques présumés de la croissance démographique.[34] Le milliardaire a expliqué qu'à l'ère de l'intelligence artificielle, la plupart des gens ne sont plus nécessaires pour remplir des fonctions sociales.[35]

Troisièmement, l'assaut contre le cerveau humain : nous assistons actuellement à un processus de dérationnalisation et à la « destruction de la raison ».[36] La destruction du système éducatif se poursuit. L'apprentissage « à la chaîne » — bachoter, régurgiter et oublier — pour les examens à choix multiples dans les universités empêche les étudiants de réfléchir dans des contextes plus larges ou d'analyser les problèmes ; au contraire, il favorise une pensée fragmentée et le recours à des directives faisant autorité.[37] Le grand nombre d'enfants et de jeunes issus de l'immigration en Europe rend impossible, dans les conditions actuelles, de maintenir le niveau de l'enseignement. La suppression du système d'enseignement polytechnique de la RDA après la réunification allemande a rendu plus difficile l'intégration de la théorie et de la pratique, contribuant ainsi à un déclin du niveau de l'enseignement. Emmanuel Todd souligne que la Russie forme plus d'ingénieurs que les États-Unis, bien que sa population soit inférieure de plus de moitié.[38] De plus, « l'économie de l'émotion », la « guerre cognitive » de l'OTAN et le fonctionnement du « complexe de la censure » accélèrent la transition vers une société de réflexes conditionnés : « L'hostilité de tous contre tous », comme le dit Joseph Vogl, fournit « le catalyseur d'une nouvelle ère d'avant-guerre ».[39]

Nous vivons une crise de la transmission, qui est également liée à la présence croissante des médias audiovisuels dans la vie quotidienne et au déclin de l'écrit. Chaque média organise ses informations selon des principes spécifiques. L'écrit exige linéarité et discursivité. Les médias visuels se caractérisent par une « effondrement des structures narratives logocentriques et un entrelacement inédit d'éléments linguistiques, visuels et musicaux ; c'est-à-dire que la linéarité du support écrit est remplacée par une « logique d'association non narrative » qui — si tant est qu'elle existe — ne peut être démêlée que par la psychanalyse. »[40] La transformation des médias implique donc également une refonte de l'information.

L'écriture est synonyme d'une matrice de vérité qui définit une époque et sert de principe directeur à la société humaine. Pourtant, sa domination semble avoir décliné dans la culture occidentale, tandis que dans d'autres cultures, telles que la culture islamique, son importance est en réalité en hausse. Dans notre culture, l'écriture n'est plus qu'une forme d'expression médiatique parmi d'autres, et non plus la forme d'expression qui guide la société. Pour un certain mode de pensée et de représentation, cependant, l'écriture est incontournable. À l'heure actuelle, où les médias visuels sont devenus dominants dans l'hémisphère occidental, cela signifie que la vérité refait surface, tandis que l'écrit semble obsolète. [41] Nous assistons à un processus de désalphabétisation. Mais la surface visuelle est facilement manipulable — voire techniquement reproductible — grâce à l'utilisation des technologies numériques et de l'intelligence artificielle. Le monde des images est un monde post-factuel. Car les images ont perdu leur fonction mimétique, au plus tard avec l'utilisation de l'intelligence artificielle. « Les faits vérifiables ne jouent aucun rôle. Nous vivons », dit Colin Crouch, « à l'ère post-factuelle ».[42] Cela ouvre la voie à l'amnésie historique et à la distorsion historique.

La quatrième sphère est l'usine de sang et d'os. Le mécanisme par lequel le capital est valorisé — là où convergent la soif d'expansion et d'intensification — est la guerre. Pour le capitalisme financier en crise, dans lequel le rapport entre le capital employé et le profit se détériore et où le taux de profit baisse en conséquence, la guerre est une forme de report sanglant de la faillite. Si les guerres sont menées avec succès, de nouvelles ressources et de nouveaux minéraux tels que le pétrole, le gaz, les terres rares ou la terre noire, comme on en trouve en Ukraine, peuvent être saisis, ainsi qu'une nouvelle main-d'œuvre bon marché, de nouveaux marchés et des positions géostratégiques clés. En tout état de cause, la guerre est une machine à blanchir de l'argent dans laquelle l'argent est transféré des poches des citoyens vers celles du capital financier au milieu d'un flot de cadavres. En substance, le capital est détruit, et le processus d'accumulation primitive peut recommencer. En bref, il ne s'agit

pas de gagner des guerres. Du point de vue du capital, il s'agit de faire perdurer les guerres car elles sont extrêmement rentables. Les politiciens de l'UE et des États-Unis ne veulent pas la guerre ; ils doivent vouloir la guerre car le château de cartes bâti sur la spéculation financière, la corruption et le blanchiment d'argent s'effondre.

En 2024, le volume des transactions sur dérivés était estimé à plus d'un quadrillion de dollars américains — soit 1 000 billions, ou un suivi de 15 zéros. Si cette bulle éclate, elle déclenchera une vague de faillites qui forcera la vente au rabais d'actifs liquides.[43] Pour empêcher cela, de nouveaux actifs — réserves de pétrole et de gaz, de charbon et de minerai de fer, de minéraux de toutes sortes — doivent être constamment injectés dans le système, servant d'objets de spéculation pour des profits futurs et donc de nouvelle base pour le commerce des produits dérivés. Le Donbass est riche en ressources minérales telles que le charbon, le minerai de fer et des minéraux importants comme le lithium, le manganèse, le titane, le cobalt, les éléments de terres rares, le graphite et d'autres métaux essentiels à la transition énergétique. 95 % des ressources énergétiques de l'Ukraine se trouvent dans le Donbass. [44] Ces ressources constituent une motivation majeure de la guerre. [45] Shell, Exxon, Halliburton et Chevron souhaitaient utiliser la technologie de la fracturation hydraulique pour extraire ces ressources et les exporter vers l'UE.[46]

Dès le début, la guerre en Ukraine visait à évincer la Russie du marché de l'énergie et à générer de nouveaux profits. [47] Cela était urgent, car les entreprises avaient financé leurs investissements dans de nouvelles technologies d'extraction par des prêts à taux d'intérêt élevé. La banque d'investissement JP Morgan a estimé la bulle financière entourant l'industrie de la fracturation hydraulique à environ 550 milliards de dollars. En cas de défaut de paiement de ces obligations à haut risque, un scénario similaire à la crise des subprimes au début de la crise financière de 2008 pourrait se produire. [48] Il était donc impératif de générer des profits grâce aux exportations issues de la fracturation hydraulique et d'obtenir de nouvelles garanties pour les prêts.[49] C'est précisément l'enjeu de la guerre en Ukraine ; c'était l'enjeu de la guerre de 2003 contre l'Irak — qui a violé le droit international — ; et ce sera l'enjeu de l'invasion de l'Iran en 2026 : s'emparer des ressources, forcer l'ouverture des marchés, contrôler les voies logistiques, obtenir de nouvelles garanties pour de nouveaux prêts et tirer profit grâce au commerce des produits dérivés.

Cette crise multiple donne naissance à une série de tendances qui transforment le capitalisme tel que nous le connaissons et sapent les structures de l'État-nation et du parlement. Au milieu des ruines fumantes du néolibéralisme et derrière les façades démocratiques du parlementarisme, une nouvelle forme de domination des élites émerge, caractérisée par une radicalisation des divisions de classe, le démantèlement de la démocratie et un irrationalisme rampant : « Dans la « modernité liquide », écrit Zygmunt Bauman, « la majorité sédentaire est soumise au pouvoir d'une élite nomade et extraterritoriale... Dans un renversement remarquable d'une tradition millénaire, les grands et les puissants d'aujourd'hui développent une préférence pour l'éphémère et le transitoire, tandis que les perdants tentent désespérément de maintenir leur bric-à-brac en état de marche. »[50]

J'identifie les six processus de transformation suivants :

1. Désindustrialisation et financiarisation :

Le capitalisme dans les pays européens et aux États-Unis a largement perdu sa base industrielle fondamentale. Les activités manufacturières ont été délocalisées en Asie, principalement en Chine, et dans le secteur de la microélectronique, également en Corée et à Taïwan. Le déclin à long terme du taux de profit conduit à une anti-croissance. La stagnation économique s'accompagne d'une détérioration des conditions de vie, d'une précarité croissante, un étouffement écologique et une

surréglementation. Le mouvement écologiste a été organisé par la Fondation Rockefeller et a ouvert la voie à la désindustrialisation.[51] Aucune nouvelle technologie verte n'est rentable en soi ; elles sont toutes subventionnées, y compris les éoliennes et les voitures électriques.[52] Le capitalisme financier accroît les risques systémiques et alimente les inégalités. Il accélère la recherche de nouvelles garanties pour couvrir les anciens prêts douteux. « Les urgences politiques et militaires coïncident avec les crises économiques. » [53] L'élite financière fait pression pour une guerre européenne majeure contre la Russie car elle craint que le système de crédit ne s'effondre si elle ne s'empare pas des ressources minérales russes et ne s'assure ainsi de nouvelles garanties.

2. Déréglementation du marché et numérisation :

Le marché, mécanisme central du capitalisme, tombe entre les mains privées des grandes entreprises du capitalisme numérique. Amazon, Google, Apple, et Facebook SONT le marché. Elles exercent ainsi un contrôle de facto sur l'accès, les produits, les prix et l'information. Derrière l'apparence superficielle d'offres gratuites — qui sont secrètement financées par l'extraction de données —, une nouvelle forme de pouvoir de marché, ainsi que de domination et de contrôle sociaux, s'enracine dans le capitalisme de surveillance.[54] L'exploitation s'intensifie au profit des industries militaires et technologiques, tandis que les petites entreprises sont écrasées. Le capitalisme numérique est un moteur de l'exploitation et est en contradiction avec la démocratie. Aucun secteur n'est aujourd'hui aussi étroitement surveillé et contrôlé qu'Internet. Pour reprendre les mots du fondateur de Palantir, Peter Thiel : « Je ne crois plus que la liberté et la démocratie soient compatibles. »[55] La numérisation permet la manipulation autoritaire de l'opinion et du comportement publics, ainsi que la manipulation des émotions du public, en vue d'une nouvelle guerre.

3. Dénationalisation et supranationalisation :

Nous assistons actuellement à la sclérose des institutions démocratiques et du système des partis. Le cartel des partis au pouvoir représente les intérêts des bellicistes et du capital financier, et non ceux du peuple. Andrei Fursov écrit : « Plus la façade de la société occidentale est devenue démocratique aux XIXe et XXe siècles, moins elle avait de pouvoir réel. Le pouvoir réel se déplace vers des clubs fermés et des structures supranationales, etc. »[56] — telles que l'OMS, l'Union européenne,[57] l'OTAN, le groupe Bilderberg, et des think tanks contrôlés et financés par les États-Unis comme le National Endowment for Democracy, l'USAID, la Brookings Institution, la RAND Corporation, la Heritage Foundation, l'Atlantik-Brücke, etc. Les organisations supranationales joueront un rôle de plus en plus important à l'avenir. Elles privent les populations des États-nations des dernières possibilités de participation et de contrôle qui leur restent et orchestrent le programme de guerre et de répression d'une élite extraterritoriale. Les affaires publiques sont en train d'être privatisées : un consortium mené par BlackRock et JPMorgan vise à mobiliser des capitaux privés pour la reconstruction de l'Ukraine.[58] Un cercle restreint autour du président américain Trump serait en train de planifier de transformer la bande de Gaza dévastée en un havre de paix confortable pour les riches.[59]

4. Démocratisation et autocratisation :

Les sanctions et la censure sont utilisées pour tester une nouvelle forme de régime de contrôle. Ces sanctions sont un prélude à la loi martiale et visent apparemment à habituer la population à un nouveau régime de pouvoir arbitraire, qui pourra ensuite être pleinement mis en œuvre avec la déclaration de l'état d'urgence. C'est ainsi que les élites transnationales, corrompues par le transatlantisme, cherchent à consolider leur pouvoir tout en conservant l'apparence de la démocratie. Ces élites craignent de perdre le contrôle. C'est pourquoi elles mettent désormais tout en œuvre. Antonio Gramsci écrit : « Lorsque la classe dominante a épuisé sa fonction, le bloc

idéologique tend vers la désintégration, et la “spontanéité” est alors suivie de la “coercition”, sous des formes de plus en plus moins voilées et indirectes, jusqu’à des mesures policières pures et simples et des coups d’État. »[60] C’est là le coup d’État permanent dont j’ai parlé, en m’inspirant des remarques de François Mitterrand. Le contrôle et la réduction de la population visent à garantir le contrôle et la domination des élites à long terme. À long terme, un oligopole transnational se trouvera face à une vaste armée d’hélas.

5. Dérationalisation et analphabétisation :

Le démantèlement du système éducatif, la numérisation et la guerre cognitive de l’OTAN contribuent à la destruction de la raison. La prétention à l’universalité des Lumières et leur accent sur le discours rationnel sont remplacés par une pensée identitaire, qui privilégie la légitimité de son propre groupe et place cette unité sociale au-dessus de toutes les autres — un glissement qui conduit au racisme et à sa manifestation spécifique, la russophobie. L’infantilisation de la politique inclut également la falsification de l’histoire et les tentatives de renverser la responsabilité. Grâce à l’intelligence artificielle, la collecte d’informations se limite au courant dominant ; la pensée non conventionnelle est éliminée et les informations indésirables sont filtrées. L’IA ne sert donc pas à libérer l’intelligence, mais à permettre le contrôle administratif de la pensée et du comportement par les élites. Cela conduit à une nouvelle ère de désalphabétisation, du moins dans les cultures occidentales. Car seules des personnes stupides, animées par le ressentiment, se laissent entraîner dans de nouvelles guerres.

6. Décivilisation, militarisation et retour à la barbarie :

Une fois de plus, les directives viennent de Washington. Lors de la 26e réunion du Groupe de contact sur l’Ukraine, le 12 février 2025, le secrétaire américain à la Guerre, Pete Hegseth, a imposé une nouvelle répartition des tâches. Les États membres européens de l’OTAN doivent jouer un rôle de premier plan dans la guerre en Ukraine. Cela implique d’augmenter la production d’armes, de préparer l’opinion publique à une hausse des dépenses militaires et de la convaincre de la menace que représente la Russie.[61] En d’autres termes, cet ordre signifie : la population doit être préparée à la guerre en lui instillant la peur. Cela indique que Washington a l’intention de militariser la société. Une fois l’Ukraine saignée à blanc, la guerre par procuration menée par les États-Unis contre la Russie devrait apparemment s’étendre à l’ensemble de l’Europe. [62] La destruction de la société civile et sa transformation par des organisations non gouvernementales financées par l’État — des « organisations non gouvernementales organisées par le gouvernement » — s’accompagnent d’une restructuration des institutions et organisations sociales en canaux au service des élites au pouvoir. Ensemble, elles diffusent des discours de propagande destinés à rejeter la responsabilité de l’agression sur des groupes sociaux spécifiques ou sur des adversaires extérieurs, au service d’une politique de division. Avec des phrases telles que : « Les » Russes ont un « rapport différent » à la violence et à la mort[63] ou « Les Russes sont des animaux, des porcs », [64] en interdisant les drapeaux et insignes russes lors des journées commémoratives, la russophobie – en tant que forme de racisme – est une fois de plus rendue acceptable dans la vie quotidienne et capable de gagner le soutien du grand public. L’« économie de l’affect » et la mentalité identitaire dominante conduisent à une régression civilisationnelle vers un provincialisme alimenté par le ressentiment, les instincts primaires et une résurgence de la barbarie.

Vers une technocratie bio-fasciste ?

Ainsi, des ruines fumantes du néolibéralisme émerge quelque chose de nouveau — quelque chose que le terme « capitalisme numérique » ne décrit peut-être pas adéquatement. Il s'agit peut-être d'une « technocratie bio-fasciste », comme le dit Andrei Fursov. De nouvelles formations sociales émergent des guerres. Car à une exception près – l'Union soviétique –, aucune puissance hégémonique n'a volontairement et pacifiquement cédé le pouvoir. Les puissances mondiales moribondes se déchaînent et tentent de s'accrocher à n'importe quelle branche, s'agrippant à tout ce qui promet de préserver leur pouvoir et leur substance économique, et entraînent ainsi leurs vassaux dans l'abîme.

La guerre en Ukraine et l'invasion de l'Iran sont deux théâtres d'opérations de la bataille finale de l'Occident. Nous nous trouvons dans une période de transition entre un monde unipolaire et un monde multipolaire, entre un capitalisme néolibéral moribond et un nouvel ordre social qui en est encore à ses balbutiements.

Tout dépend avant tout de la capacité des forces qui luttent pour un monde multipolaire à l'emporter dans leur conflit avec les États-Unis, la puissance hégémonique. À l'heure actuelle, il ne semble pas qu'elles puissent y parvenir par des moyens pacifiques, et aucun signe d'une démocratisation accrue ne se profile à l'horizon.

Deuxièmement, il est crucial que les populations des pays occidentaux retrouvent leur capacité d'agir et leur autonomie afin de tenir tête à leurs élites bellicistes et antidémocratiques. Cela nécessiterait un front populaire pour la paix et la démocratie ainsi qu'une stratégie à deux volets combinant des initiatives parlementaires et extraparlémentaires.

Pour l'instant, cependant, cela ne semble pas être le cas. La majorité des Allemands semble épuisée et résignée, comme par l'état d'urgence permanent et les multiples crises. Je ne vois aucun signe de soulèvement. Les Allemands somnoient vers leur ruine. Dans la tragédie du Roi Lear, William Shakespeare fait dire à son personnage, le comte de Gloucester : « Telle est la malédiction de notre époque, où les imbéciles mènent les aveugles ! » Pourtant, ceux qui ne s'opposent pas aux bellicistes finissent en première ligne.

[1] Gramsci, Antonio : Gefängnishefte, vol. 3, cahier 5, Berlin 1992, p. 659 et suivantes.

[2] Gramsci, Antonio : Cahiers de prison, vol. 3, cahier 5, Berlin 1992, p. 515

[3] Harvey, David : Les limites du capital. Londres 2006

Harvey, David : L'énigme du capital – et la crise du capitalisme. Oxford 2010

Callinicos, Alex : Bonfire of Illusions. Cambridge 2010

[4] Brenner, Robert : The economics of global turbulence. New Left Review n° I/229, 1998, p. 1-265

Brenner, Robert : Boom & Bubble - Les États-Unis dans l'économie mondiale. Hambourg 2002

Brenner, Robert : New boom or new bubble? The trajectory of the US economy. New Left Review, II/25, 2004, p. 57-100

[5] Norfield, Tony : Produits dérivés et marchés capitalistes : le cœur spéculatif du capital. Historical Materialism, n° 20/1, 2012, p. 103-132

[6] Nachtwey, Oliver : La société du déclin. De la révolte dans la modernité régressive. Berlin 2016 (3), p. 51-53, 61

[7] Wullweber, Joscha : Le capitalisme des banques centrales. Berlin 2021, p. 17 et suivantes.

[8] « Par exemple, les bilans des courtiers-négociants ayant moins de poids dans le système financier depuis la crise financière mondiale, la liquidité des marchés obligataires souverains repose de plus en plus sur les fonds communs de placement ouverts, aux hedge funds et à d'autres gestionnaires d'actifs. Ces entités sont souvent confrontées à d'importants déséquilibres de liquidité, s'appuient sur des financements à court terme garantis par des titres d'État ou sont soit fréquemment fortement endettées, soit adoptent un comportement similaire à celui de l'endettement. En conséquence, leur apport de liquidité est moins stable et plus susceptible de s'évaporer en période de tensions sur les marchés. Les fonds spéculatifs, en particulier, sont devenus une source de plus en plus importante de liquidité procyclique, notamment sur les marchés des obligations d'État. Ces investisseurs poursuivent activement des stratégies de trading de valeur relative qui cherchent à exploiter de faibles écarts de prix entre des instruments financiers connexes. Pour amplifier les rendements tirés de ces faibles écarts de prix, ils recourent à un fort effet de levier sur leurs positions. Une méthode souvent utilisée consiste à donner en garantie des titres d'État sur le marché des pensions livrées afin d'emprunter davantage de liquidités pour acheter des titres d'État supplémentaires. Cette pratique a encore évolué ces dernières années, les investisseurs empruntant des montants égaux ou supérieurs à la valeur de marché des garanties fournies... Les stratégies de valeur relative des hedge funds sont très vulnérables aux chocs défavorables sur les marchés de financement, de liquidités ou de produits dérivés, comme l'ont montré certains épisodes récents. Lors de la crise boursière de mars 2020, par exemple, les appels de marge sur les marchés à terme du Trésor ont déclenché des ventes précipitées, entraînant des spirales de désendettement déstabilisantes. » Tooze, Adam : Chartbook 401 : Le système du dollar à l'ère de la finance de marché – la mondialisation financière au-delà des banques, Substack, 25.07.2025, <https://substack.com/home/post/p-169614598>

[9] Les groupes du DAX majoritairement entre mains étrangères. Ernst Young, Stuttgart, 31.07.2025, https://www.ey.com/de_de/newsroom/2025/08/ey-wem-gehoert-der-dax-2025

[10] Plus de 341 000 emplois industriels ont été supprimés en Allemagne depuis 2019. Handelsblatt, 25 mai 2026, <https://www.handelsblatt.com/unternehmen/industrie/studie-seit-2019-mehr-als-341.000-industriejobs-in-deutschland-verschwunden/100227722.html>

Les suppressions d'emplois dans l'industrie se poursuivent : plus de 340 000 emplois ont disparu. Die Welt, 25 mai 2026, <https://www.welt.de/wirtschaft/article6a13ce59350a34b38da83024/stellenabbau-mehr-als-340-000-industriejobs-seit-2019-verschwunden.html>

Les investissements étrangers en Allemagne à nouveau en baisse – niveau le plus bas depuis 2009. Ernst & Young, 21 mai 2026, https://www.ey.com/de_de/newsroom/2026/05/ey-standort-deutschland-2026

[11] « Les marchés consolidés et privatisés, en revanche, perpétuent le transfert de la richesse économique du travail vers le capital. » Staab, Philipp : Capitalisme numérique. Marché et domination dans l'économie de l'abondance. Berlin 2020(2), p. 275, 290, 301.

[12] Staab, Philipp : Capitalisme numérique. Marché et domination dans l'économie de l'abondance. Berlin 2020(2), p. 301.

- [13] Le GENIUS Act : comment Washington entend transformer les stablecoins en obligations de guerre. Cabinet Mount Bonnell, 17/08/2025, <https://uskanzlei.com/blogs/aktuelles/genius-act-usa-stablecoin-schuldenfalle>
- [14] Stocker, Frank : Le tourbillon de la dette américaine – et les dangers pour les épargnants du monde entier. Die Welt, 26 mai 2026, <https://www.welt.de/wirtschaft/plus6a11854dbe29d4b4607a47ba/geld-amerikas-schulden-strudel-und-die-gefahren-fuer-sparerer-weltweit.html>
- [15] Le plan crypto secret de Washington : que signifie la controverse autour des stablecoins ? 21bitcoin, 09/09/2025, <https://21bitcoin.app/news/washingtons-geheimer-krypto-plan-was-bedeutet-der-streit-um-stablecoins>
- [16] Schleu, Philipp : Le plan secret de Washington sur les cryptomonnaies – Un conseiller de Poutine met en garde contre une dévaluation massive de la dette. Der Aktionär, 09/09/2025, <https://www.deraktionaer.de/artikel/krypto/washingtons-geheimer-krypto-plan-putin-berater-warnt-vor-massiver-schuldenentwertung-20386135.html>
- [17] Staab, Philipp : Capitalisme numérique. Marché et domination dans l'économie de l'abondance. Berlin 2020(2), p. 30
- [18] Staab, Philipp : Capitalisme numérique. Marché et domination dans l'économie de l'abondance. Berlin 2020(2), p. 32
- [19] Staab, Philipp : Capitalisme numérique. Marché et domination dans l'économie de l'abondance. Berlin 2020(2), p. 270
- [20] Müller, Bernd : Étude Mercer : presque tous les PDG prévoient des suppressions d'emplois grâce à l'utilisation de l'IA. Telepolis, 25 mai 2026, <https://www.telepolis.de/article/Mercer-Studie-Fast-alle-CEOs-planen-Stellenabbau-durch-KI-Einsatz-11305624.html>
- [21] « Les travailleurs licenciés sont aussi des consommateurs, et lorsque la perte de leurs revenus n'est pas compensée, chaque vague de licenciements érode le pouvoir d'achat dont dépendent toutes les entreprises. À l'extrême, cela devient autodestructeur : les entreprises s'automatisent jusqu'à atteindre une productivité illimitée et une demande nulle... Même si les licenciements liés à l'IA balayent tous les secteurs, et même si chaque entreprise reconnaît que la disparition des salaires signifie la disparition des clients, aucune d'entre elles ne s'arrêtera. Chaque entreprise récolte l'intégralité des économies réalisées en remplaçant ses propres travailleurs, mais ne supporte qu'une infime partie de la demande qu'elle détruit ; le reste retombe sur les concurrents. Aucune entreprise ne peut se permettre d'être celle qui freine le mouvement. C'est là le piège : une course à l'automatisation qui ne fait que s'intensifier à mesure que l'IA s'améliore, qui aggrave la situation tant des travailleurs que des chefs d'entreprise, et qu'aucune force du marché ne peut briser. » Falk, Brett Hemenway et Gerry Tsoukalas : The AI Layoff Trap. The Wharton School Research Paper, Wharton University of Pennsylvania, 02.03.2026, p. 1, 30, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=6448898
- [22] Narr, Wolf-Dieter : Vers une société des réflexes conditionnés. In : Habermas, Jürgen (éd.) : Stichworte zur geistigen Situation der Zeit. Francfort-sur-le-Main : Suhrkamp 1979, vol. 2, p. 489–528, ici : 491, 523.

[23] Engler, Wolfgang : Die offene Gesellschaft und ihre Grenzen. Berlin : Matthes & Seitz 2021, p. 104

[24] Abels, Heinz : Triebabfuhr. Dans : Ibid. : Wirklichkeit. Über Wissen und andere Definitionen der Wirklichkeit, über uns und andere, Fremde und Vorurteile. Wiesbaden : VS Verlag 2009, p. 257

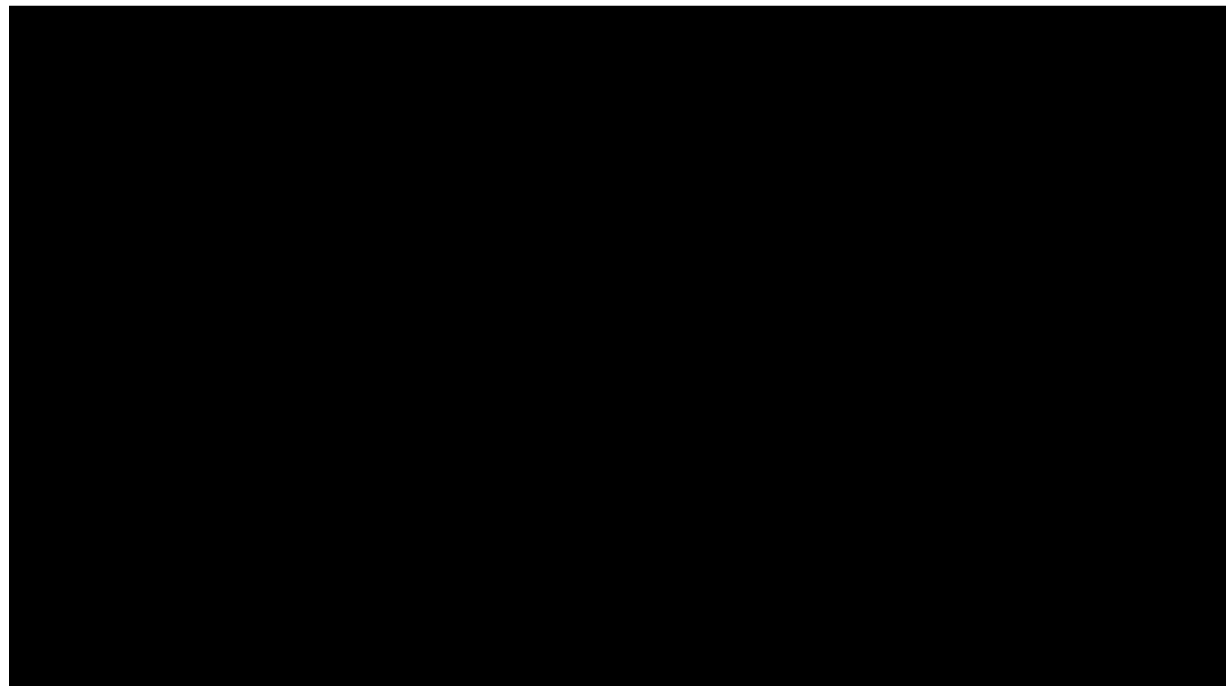
[25] Vogl, Joseph : Capital et ressentiment. Une brève théorie du présent. Munich : Beck 2021(2), p. 181 et suivantes.

[26] Schneider, Michael : Le « méchant Russe », l'oubli de l'histoire en Allemagne et l'aveuglement de la politique étrangère berlinoise. Dans : tkp – le blog pour la science et la politique du 1er décembre 2022. <https://tkp.at/2022/12/01/derboese-russe-die-deutsche-geschichtsvergessenheit-und-die-blindheit-derberliner-aussenpolitik/>

[27] Bauman, Zygmunt : Retrotopia. Francfort-sur-le-Main 2018(2), p. 84 et suivantes, 88

[28] Fursow, Andrej : La renaissance redoutée par Staline. Au milieu des années 1960, les dirigeants soviétiques ont renoncé à l'avenir. 12 septembre 2024 (Андрей Фурсов : Перерождение, которого опасался Сталин. Les dirigeants soviétiques ont renoncé à l'avenir au milieu des années 1960) <https://dzen.ru/a/ZuLEESPI5UPFey63>)

[29] Fursow, Andrej : La crise mondiale actuelle : sa nature sociale. Institut Schiller, 14 avril 2013, <https://schillerinstitute.com/de/media/andrej-fursow-die-gegenwartige-weltkrise-ihre-soziale-natur/>



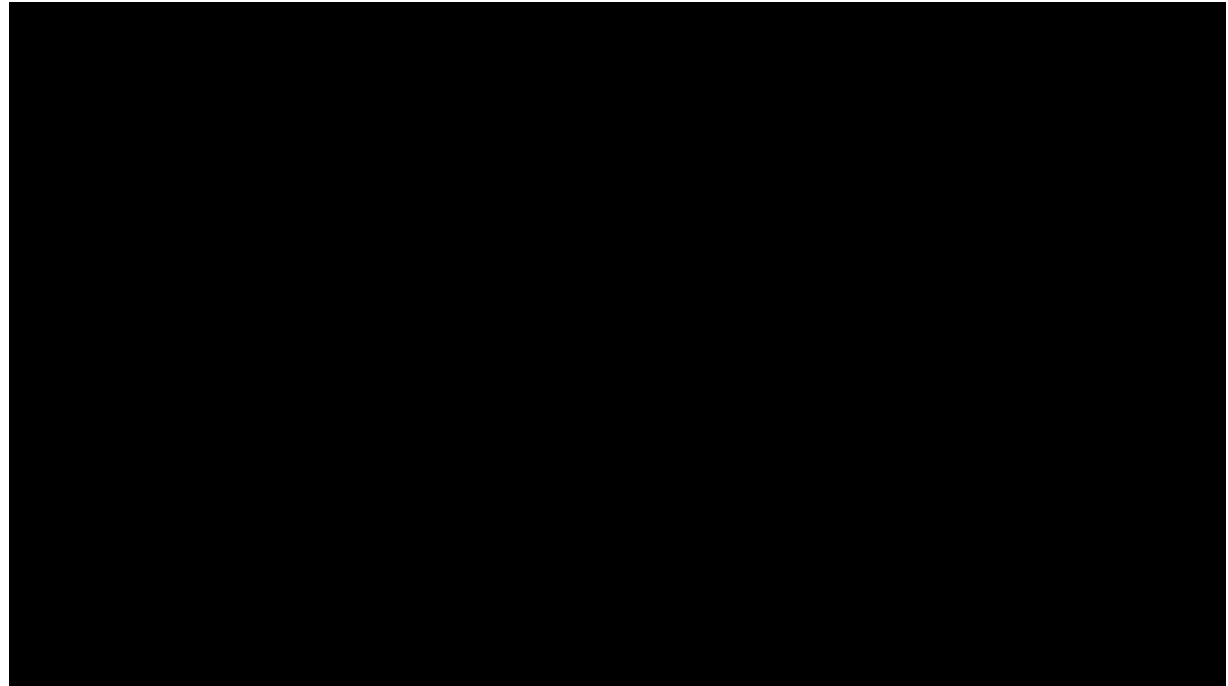
[30] Des recherches sur les armes biologiques ont-elles été menées à Wuhan pour le compte des États-Unis ? Transition News, 31/01/2026, <https://transition-news.org/wurde-in-wuhan-im-us-auftrag-an-biowaffen-geforscht>

Pohlmann, Dirk : Wuhan, les armes biologiques et « la grande déconnexion ». Free21, 14/08/2021, <https://free21.org/wuhan-biowaffen-und-das-grosse-abkoppeln/?fbclid>

[31] Feistel, Felix et Dejan Lazic' : Le coup d'État secret : comment les putschistes du coronavirus ont pris le pouvoir. ZKP, 09/04/2024, <https://tkp.at/2024/04/09/der-geheime-staatsstreich-wie-die-corona-putschisten-die-macht-uebernahmen/>

[32] Mayer, Peter F. : Une vague de préjudices liés à la vaccination est documentée dans des études. TKP, 10/12/2023, <https://tkp.at/2023/12/10/eine-flut-von-impfverletzungen-werden-in-studien-dokumentiert/>

[33] Fursow, Andrej : La crise mondiale actuelle : sa nature sociale. Institut Schiller, 14 avril 2013, <https://schillerinstitute.com/de/media/andrej-fursow-die-gegenwartige-weltkrise-ihre-soziale-natur/>



[34] Bill Gates met en garde contre la croissance démographique. Forum économique mondial, 19/09/2018, <https://www.weforum.org/stories/2018/09/africas-rapid-population-growth-puts-poverty-progress-at-risk-says-gates/>

[35] Baxter, Dmitry : Bill Gates déclare que la plupart des humains ne sont « plus nécessaires » à l'ère de l'IA – « Nous déciderons » qui survivra. The People's Voice, 27 mai 2026, <https://thepeoplesvoice.tv/bill-gates-humans-no-longer-needed-ai-era-decide-survives/>

[36] Lukács, Georg : Die Zerstörung der Vernunft. T. 1-3. Darmstadt et Neuwied 1981(3), 1980(2), 1974

[37] Henn, Dagmar : Verlernt zu lernen. Peds Ansichten, 31 mai 2026, <https://www.kettner-edelmetalle.de/news/brussel-greift-nach-der-krone-wie-der-eugh-die-demokratie-der-nationalstaaten-begrabt-26-05-2026>

[38] Todd, Emmanuel : Der Westen im Niedergang. Ökonomie, Kultur und Religion im freien Fall. Neu-Isenburg 2024

Altwegg, Jürg : « In diesem Krieg geht es um Deutschland. » L'historien français Emmanuel Todd avait prédit l'effondrement de l'Union soviétique. Aujourd'hui, il voit les États-Unis en déclin. Die Weltwoche, 07/09/2023, <https://weltwoche.ch/daily/in-diesem-krieg-geht-es-um-deutschland-der->

franzoesische-historiker-emmanuel-todd-sagte-den-zusammenbruch-der-sowjetunion-voraus-heute-sieht-er-die-usa-im-niedergang-frankreich-werde-au/

[39] Vogl, Joseph : Capital et ressentiment. Une brève théorie du présent. Munich : Beck 2021(2), p. 182

[40] Schulte-Sasse, Jochen : De la culture écrite à la culture électronique. Sur les interactions récentes entre l'histoire des médias et l'histoire culturelle. In : Gumbrecht, Hans Ulrich et Karl Ludwig Pfeiffer (dir.) : Matérialité de la communication. Francfort-sur-le-Main 1988, p. 429-453, ici : p. 433 et suivantes.

[41] Wiegerling, Klaus : Éthique des médias. Stuttgart 1998, p. 24-29

[42] Crouch, Colin : Post-démocratie revisitée. Berlin 2021, p. 243

[43] Webb, David Rogers : Die grosse Enteignung. Straßengel 2024

Brown, Ellen : All Wars Are Bankers' Wars: Iran and the Bankers' Endgame. Global Research, 13 avril 2026, https://www.globalresearch.ca/all-wars-bankers-wars-iran/5922072?utm_source=substack&utm_medium=email

[44] Ford, Matt : La Russie anéantit les espoirs d'indépendance énergétique de l'Ukraine. The Atlantic, 08/04/2014, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2014/04/russia-is-crushing-ukraines-hopes-for-energy-independence/360281/>

[45] <https://x.com/CarmenDres91754/status/2002420858384744911>

[46] Krainer, Alex : Toutes les guerres sont des guerres de banquiers. L'opération antiterroriste menée par Kiev en 2014 l'était aussi. Substack, 15 avril 2026, <https://trendcompass.substack.com/p/all-wars-are-bankers-wars-so-was>

[47] Nye, Joseph S. Jr. : Une stratégie occidentale face à une Russie en déclin. Project Syndicate, 3 septembre 2014, <https://www.project-syndicate.org/commentary/joseph-s--nye-wants-to-deter-russia-without-isolating-it>

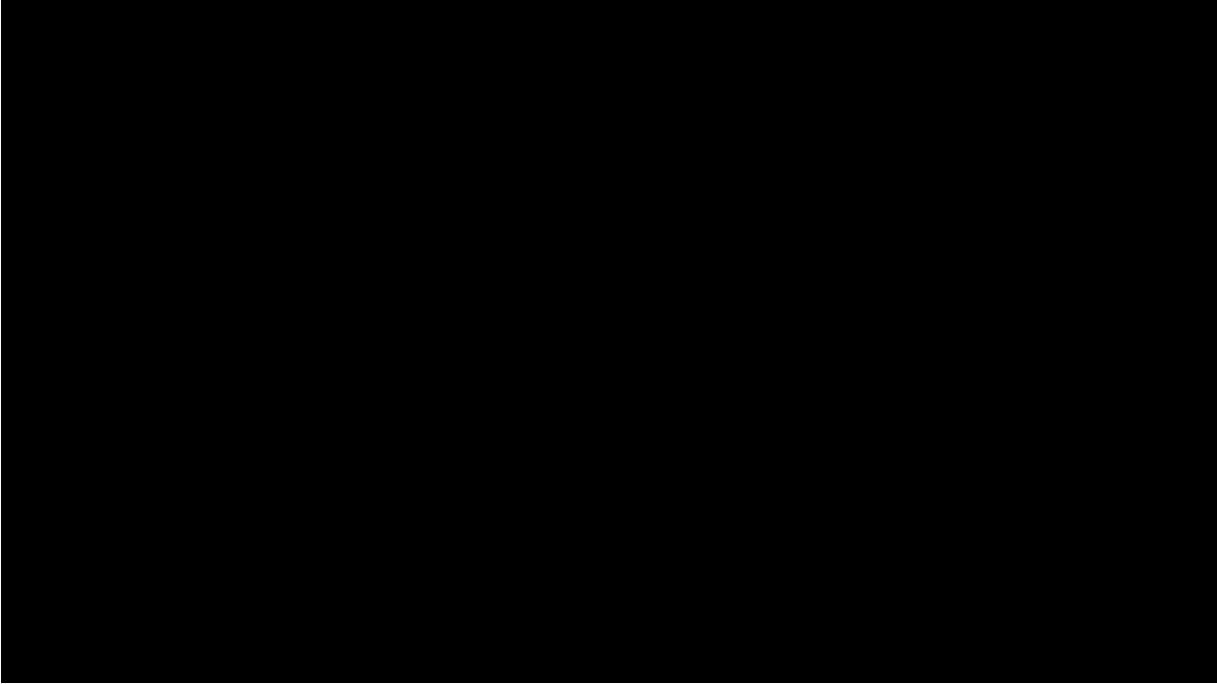
[48] Prix du pétrole : les prévisions de Morgan Stanley pèsent sur le marché. Boerse.de du 09/12/2014, <https://www.boerse.de/nachrichten/Oelpreis-Prognose-von-Morgan-Stanley-belastet/7522862>

Daniljuk, Malte : Une nouvelle énergie pour l'Europe. Telepolis, 17/01/2015, <https://www.telepolis.de/article/Neue-Energie-fuer-Europa-3369425.html>

[49] Ebinger, Charles K. : La stratégie du département de l'Énergie pour l'exportation de gaz naturel liquéfié. Brookings Institution, 19 mars 2013, <https://www.brookings.edu/articles/the-department-of-energys-strategy-for-exporting-liquefied-natural-gas/>

[50] Bauman, Zygmunt : La modernité fugitive. Francfort-sur-le-Main, 2003, p. 21 et suivantes.

[51] Fursow, Andrej : La crise mondiale actuelle : sa nature sociale. Institut Schiller, 14 avril 2013, <https://schillerinstitute.com/de/media/andrej-fursow-die-gegenwartige-weltkrise-ihre-soziale-natur/>



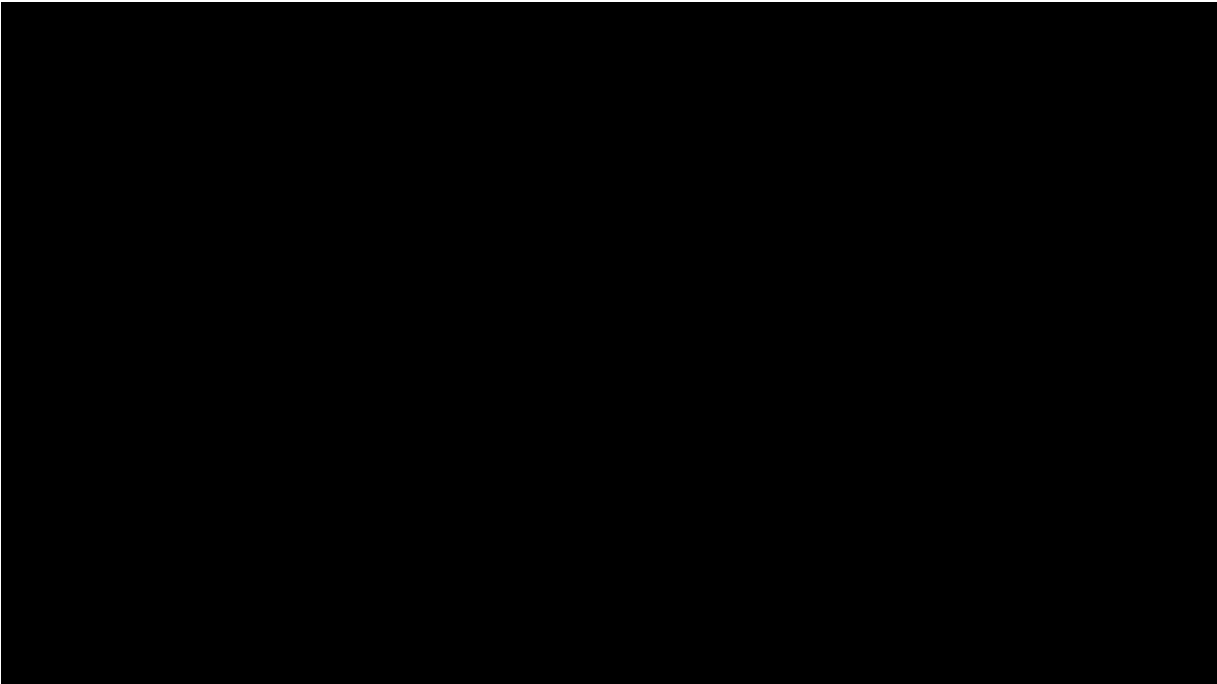
[52] Fursow, Andrej : Achten Sie auf ihre Hände. Was hinter der großen Annullierung steckt (Андрей Фурсов : Следите за их руками. Что скрывается за великим обнулением), 22/07/2023, <https://dzen.ru/a/ZLtDh0DitEH-Zkig>

[53] Agamben, Giorgio : L'état d'exception. Francfort-sur-le-Main 2020(8), p. 23

[54] Zuboff, Shoshana : L'ère du capitalisme de surveillance. Francfort / New York 2018

[55] « Surtout, je ne crois plus que la liberté et la démocratie soient compatibles. » Thiel, Peter : The Education of a Libertarian. Cato Institute, 13 avril 2009, <https://www.cato-unbound.org/2009/04/13/peter-thiel/education-libertarian/>

[56] Fursow, Andrej : La crise mondiale actuelle : sa nature sociale. Schiller-Institute, 14 avril 2013, [https://schillerinstitute.com/de/media/andrej-fursow -die-gegenwartige-weltkrise-ihre-soziale-natur/](https://schillerinstitute.com/de/media/andrej-fursow-die-gegenwartige-weltkrise-ihre-soziale-natur/)



[57] Le 21 avril 2026, la Cour de justice de l'Union européenne a rendu un arrêt dans l'affaire C-769/22 accordant à la Commission européenne une large autorité pour utiliser les valeurs consacrées à l'article 2 du traité sur l'Union européenne — démocratie, État de droit, dignité humaine et non-discrimination — comme fondement pour prendre des mesures à l'encontre des États membres. Josef Franz Lindner, expert en droit constitutionnel à Augsbourg, considère cet arrêt comme un changement fondamental dans le rapport de forces. La Commission peut désormais engager des procédures d'infraction contre les États membres dans n'importe quel domaine politique dès lors qu'elle allègue une violation des clauses générales. Cela porterait atteinte aux droits de participation du Parlement européen et des gouvernements nationaux, contournerait les exigences d'unanimité et dévaloriserait de fait l'identité constitutionnelle des États-nations consacrée à l'article 4 du TUE. L'économiste Richard Werner a qualifié les commissaires de « dictateurs » et a déclaré que la démocratie dans l'UE était arrivée à son terme. « Bruxelles s'empare de la couronne : comment la CJUE enterre la démocratie des États-nations ». Kettner Edelmetalle, 26 mai 2026, <https://www.kettner-edelmetalle.de/news/brussel-greift-nach-der-krone-wie-der-eugh-die-demokratie-der-nationalstaaten-begrabt-26-05-2026>

[58] Meiritz, Annett : Blackrock et JP Morgan préparent des investissements. Handelsblatt, 21 juin 2023, <https://www.handelsblatt.com/politik/international/ukraine-wiederaufbaukonferenz-blackrock-und-jp-morgan-bereiten-investitionen-vor/29217966.html>

[59] Kebir, Sabine : Une Trump Tower pour Gaza : les Palestiniens aisés peuvent rester. Der Freitag, 16/09/2025, <https://www.freitag.de/autoren/sabine-kebir/us-plan-the-great-trust-wohlhabende-palaestinenser-duerfen-in-gaza-bleiben>

[60] Gramsci, Antonio : Cahiers de prison, vol. 1, § 44, cité dans Becker, Lia et al. (éd.) : Lire Gramsci. Approches des Cahiers de prison. Hambourg 2013, p. 22

[61] « Une paix durable pour l'Ukraine doit inclure des garanties de sécurité solides afin de s'assurer que la guerre ne reprendra pas. Il ne doit pas s'agir d'un Minsk 3.0. Cela dit, les États-Unis ne considèrent pas que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN soit une issue réaliste d'un règlement négocié. Au contraire, toute garantie de sécurité doit être soutenue par des troupes européennes et non américaines compétentes. Si ces troupes sont déployées à un moment donné en Ukraine en tant que forces de maintien de la paix, elles devraient l'être dans le cadre d'une mission non-OTAN. Et elles ne devraient pas être couvertes par l'article 5. Il doit également y avoir une surveillance internationale solide de la ligne de contact. Pour être clair, dans le cadre de toute garantie de sécurité, aucune troupe américaine ne sera déployée en Ukraine... La sauvegarde de la sécurité européenne doit être un impératif pour les membres européens de l'OTAN. Dans ce contexte, l'Europe doit fournir la part prépondérante de l'aide future, qu'elle soit létale ou non létale, à l'Ukraine. Les membres de ce groupe de contact doivent se montrer à la hauteur de la situation. Cela signifie : faire don de plus de munitions et d'équipements ; tirer parti des avantages comparatifs ; développer votre base industrielle de défense ; et surtout, informer vos citoyens de la menace qui pèse sur l'Europe. Cela implique notamment de parler franchement à votre population du fait que cette menace ne peut être contrée qu'en augmentant les dépenses de défense... Nous sommes également ici aujourd'hui pour affirmer sans ambiguïté que des réalités stratégiques implacables empêchent les États-Unis d'Amérique de se concentrer principalement sur la sécurité de l'Europe. Les États-Unis sont confrontés à des menaces graves pour leur territoire national. Nous devons – et c'est ce que nous faisons – nous concentrer sur la sécurité de nos propres frontières. Nous sommes également confrontés à un concurrent de taille, la Chine communiste, qui a la capacité et l'intention de menacer notre territoire et nos intérêts nationaux fondamentaux dans la région indo-pacifique.

Les États-Unis accordent la priorité à la dissuasion d'une guerre avec la Chine dans le Pacifique, en reconnaissant la réalité des ressources limitées, et en effectuant les compromis nécessaires en matière de ressources pour garantir que la dissuasion ne faillisse pas... Alors que les États-Unis concentrent leur attention sur ces menaces, les alliés européens doivent prendre les devants. Ensemble, nous pouvons établir une répartition des tâches qui maximise nos avantages comparatifs respectifs en Europe et dans le Pacifique.» Hegseth, Pete : Discours d'ouverture de la 26e réunion du Groupe de contact pour la défense de l'Ukraine, 12/02/2025, <https://www.americanrhetoric.com/speeches/petehegsethfirstnatoukrainedefensecontactgroup.htm>

[62] L'Ukraine est en train d'être épuisée. L'Europe est la prochaine sur la liste. Global Geopolitics, 01/06/2026, <https://globalgeopolitics.co.uk/2026/06/01/ukraine-is-being-ground-down-europe-is-being-lined-up-next/>

Berletic, Brian : Les États-Unis préparent l'Europe à la guerre avec la Russie. Diesen, Glenn : The Greater Eurasia, 30 avril 2026, <https://www.youtube.com/watch?v=5nMhGk-4Rqg>

[63] Klöckner, Marcus : Dérapage chez Markus Lanz. Nachdenkseiten, 14 avril 2022, <https://www.nachdenkseiten.de/?p=82944>

[64] Alt, Franz : Prix de la paix pour la haine des Russes. Telepolis, 23 octobre 2022, <https://www.telepolis.de/article/Friedenspreis-fuer-Russen-Hass-7317325.html?seite=all>

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Série d'articles L'UE Allemagne Russie JPMorgan L'OTAN Gramsci, Antonio